



## ***L'Ugict-Cgt communique :***

### ***Les ministres écoutent... mais n'entendent pas.***

Les ministres Gilles de Robien et François Goulard ont rencontré le 27 juillet 2005 les organisations syndicales, le collectif Sauvons la Recherche et les organisations qui ont participé à l'ensemble des deux cycles de rencontre avec J.-M. Monteil. Cette réunion de bilan devait initialement avoir lieu le 21 juillet.

Les informations apportées par les ministres se caractérisent par une tonalité négative : l'avant-projet de loi ne paraîtra pas avant septembre 2005 ; il n'y aura pas de nouvelles discussions collectives avec l'ensemble des organisations syndicales avant la présentation du projet au Conseil Economique et Social ; la communauté scientifique et ses organisations prendront connaissance du texte lorsqu'il sera rendu public ; enfin les ministres refusent de s'engager sur une programmation des emplois statutaires et des moyens. Les ministres refusent de discuter des propositions de programmation présentées par les organisations syndicales et Sauvons la Recherche.

En revanche, ils confirment les engagements annoncés : rôle prépondérant de l'ANR qui financera la recherche par appel à projets au détriment des financements directs aux laboratoires et générera des emplois précaires ; rôle structurant des pôles de compétitivité qui risquent d'assujettir la recherche publique aux entreprises ; rôle de pilotage de l'État qui est mieux assuré par des agences.

Les personnels de la recherche se sont mobilisés pour une politique de recherche ambitieuse et de long terme. Pour la CGT, cela doit s'appuyer sur un secteur public de haut niveau avec ses universités, ses EPST et ses EPIC, doté d'emplois et de financements qui s'inscrivent dans la durée. Elle demande que la recherche soit d'abord orientée vers des finalités clairement identifiées par la nation et non placée à la disposition des entreprises. La CGT poursuivra dans cette direction, elle continuera de prendre toute sa place dans l'élaboration de propositions soutenues par la communauté scientifique, du public comme du privé.

Montreuil, le 27 juillet 2005